



Découvrez le nouveau Radio-Canada.ca. Testez notre site bêta. Testez notre site bêta. [En savoir plus](#)

[Je l'essaie](#) →



[ACCUEIL](#) | [SOCIÉTÉ](#)

50 Premières Nations contre les sables bitumineux de l'Alberta

PUBLIÉ LE JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016 À 22 H 55 | Mis à jour le 23 septembre 2016 à 3 h 19



Une installation pétrolière près de Fort McMurray, en Alberta Photo : PC/Jeff McIntosh

Les Premières Nations du Canada et des communautés autochtones des États-Unis ont signé un traité pour lutter contre l'exploitation et la distribution du pétrole provenant des sables bitumineux de l'Alberta.

La Presse canadienne

Les leaders autochtones ont signé l'accord, jeudi, à Montréal et Vancouver.

Ils ont annoncé leur intention d'unir leurs forces pour contester et tenter d'interdire l'usage de leurs terres pour l'expansion de la production des sables bitumineux albertains, incluant la distribution de pétrole brut par oléoducs, trains ou camions-citernes.

« Nous nous tiendrons ensemble, nous protégerons les droits de chacun d'entre nous dans tout le pays », a souligné Serge Simon, le grand chef de la communauté mohawk de Kanesatake, dans les Laurentides.

Ces leaders prennent pour cible divers projets d'oléoducs, incluant les projets Énergie Est de TransCanada et Northern Gateway de la société Enbridge, ainsi que le prolongement de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan.

« TransCanada n'aura pas la vie facile au cours de la prochaine année », a prédit M. Simon.

Si les chefs désirent que leur lutte demeure pacifique, ils ne rejettent aucune option.

« [Les sociétés pétrolières] doivent savoir que nous n'hésiterons pas à prendre la rue. Nous comptons quelques centaines d'années d'expérience dans l'art de nous assurer que notre voix sera entendue. »

— Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Les chefs prévoient se rencontrer bientôt pour établir leur stratégie. Ils pourraient entre autres tenter des recours judiciaires à l'échelle internationale. Ils ont aussi dit qu'ils souhaitaient collaborer avec des groupes non autochtones.

Le but ultime de ces communautés est d'exhorter les gouvernements à adopter des politiques menant vers des solutions de rechange en matière de ressources énergétiques. « Nous ne proposons pas de détruire l'Alberta, a dit M. Simon. Nous voulons l'aider. Nous essayons d'aider ce pays. Nous essayons d'aider cette planète. »

Les gouvernements et les entreprises ont dit espérer que l'arrivée de ce regroupement favorise un plus grand dialogue entre les parties.

« S'ils veulent cette conversation, s'ils sont prêts à s'entendre avec l'industrie énergétique, alors il y a peut-être une façon d'ouvrir des portes, de discuter des enjeux et de s'assurer que les renseignements circulent dans les deux sens », a déclaré le président de l'Association canadienne des producteurs

pétroliers, Tim McMillan.

De son côté, le gouvernement fédéral s'est dit toujours ouvert à établir des relations de nation à nation avec les peuples autochtones qui seraient fondées sur la reconnaissance des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

« Une des principales responsabilités de notre gouvernement est de s'assurer que nos ressources naturelles sont transportées vers les marchés de façon sûre et efficace. Mais au 21e siècle, cela nécessite un certain degré de confiance publique fondée sur la science, des processus indépendants et un engagement envers les populations locales et autochtones », a indiqué une porte-parole de Ressources naturelles Canada.

À lire aussi :

- [Le pipeline Énergie Est divise les Autochtones du Québec](#)
- [Le président Obama dit non au pipeline Keystone XL](#)